

PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Ambitieux, mais nécessaire, en particulier parce que certaines de ces dispositions relèvent de conventions situationnelles.

PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

D'accord, dans la mesure où les "crédits d'impôts" ont la peur que la fiscalité obligatoire et la fiscalité ont trop de poids, donc injustes. Je souhaite également pas que tous les foyers fiscaux soient d'IR, même symboliques, afin de marquer l'attachement de tous au 100% fiscal.

PROPOSITION

1

Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Ambitieux, mais nécessaire, en particulier
parce que certaines de ces dispositions relèvent
de conventions internationales.

PROPOSITION

2

En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

D'abord, dans la mesure où les "crédits d'impôts"
ont la peur que les filialement obligatoires et
la fiscalité ont trop lourde, donc injustes. Il
faudrait également pas que tous les pays fiscaux
aient d'IR, même symboliques, afin de marquer
l'appartenance de tous au corps social.

PROPOSITION

3

Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Avec les compléments suivants :

- aide au développement par le biais de activités de création de richesses dans les pays bénéficiaires,
- lutte contre la corruption étatique qui détourne les aides de PROPOSITION cette nature

4

Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Qui par la taxation, plus difficile par le "fichage" du produit de la taxe.

Une réflexion sur le contrôle des banques, en France, à l'économie réelle, plutôt qu'à la spéculation, est indispensable

PROPOSITION

5

Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Avec une attention particulière à l'implémentation de projets industriels, dans lesquels la pauvreté durable est mise fin.

PROPOSITION

6

D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

D'accord avec l'objectif, qui doit inclure de fait la stabilisation voire la fermeture de votre production d'énergie d'origine nucléaire.

PROPOSITION

7

Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Pas suffisamment d'experts pour aller plus
qu'un accord de principe.

PROPOSITION

8

Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

En lien avec mon volontariat sur
la proposition 5.

PROPOSITION



S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

JE M'ENGAGE **K**

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Sans commentaire

PROPOSITION



Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

JE M'ENGAGE **K**

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Sans commentaire.

PROPOSITION



Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrant-e-s, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeur-se-s d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Un facteur clé : la révision de l'accord de Dublin.

PROPOSITION



Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Voir mon commentaire sur la proposition précédente.

Qui propose de suspendre l'accord UE-Turquie.

PROPOSITION



Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

Une loi a été prise dans ce sens par le Parlement français. Son application est très délicate. Mais la trajectoire est bonne.

PROPOSITION



Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

JE M'ENGAGE



JE NE M'ENGAGE PAS



Commentaires :

En ajoutant que les objectifs de l'OIT sur le travail digne et la lutte contre l'exploitation des enfants doivent être également les combats prioritaires.

PROPOSITION



Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

JE M'ENGAGE

JE NE M'ENGAGE PAS

Commentaires :

Levi sur pour la nécessité du dialogue
inter-religieux avec l'Islam - en tous cas
sur certains nombres de pays arabes-musulmans
et africains "alliés."

En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions.

Nom : T. Kidiéni Portnon

Date : 2 juin 2017

Prénom :

Signature :

Département : Yvelines

T. Kidiéni